

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

à

Service Urbanisme

Affaire suivie par Isabelle ZICHI

Tél : 04 94 86 50 10

Fax : 04 94 86 50 11

E-mail : i.zichi@st-maximin.fr

SCP MOUNIER-LAFONT-THONNE, notaires
33-1 avenue Pierre Coubertin

83 340 LE LUC

Saint-Maximin, le 07 février 2018

ANNULE ET REMPLACE LE PRÉCÉDENT COURIER

Objet : DIA vente KEMESH et ~~PODORIEZACK~~ / PODORIEZACK - AN 486

Nos réf. : HDL / JP / IZ - le 31 janvier 2018

Envoi RAR n° 46 / AA - 147 - 946.5882 - 8

Vu les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Vu l'article R.213-8 du Code de l'Urbanisme

Maîtres,

La déclaration d'intention d'aliéner n° 83 116 17 I0428 relative à la vente du bien cadastré AN 486 sis 6 rue République est parvenue en mairie le 28 novembre 2017.

En application des articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, et pour faire suite à l'approbation du Plan Local d'urbanisme en date du 19 janvier 2016, le Conseil Municipal de la Commune par délibération n° 56 en date du 12/04/2016 a modifié le périmètre de préemption urbain, applicable à la parcelle AN 486 classée en zone UA du Plan Local d'Urbanisme.

En outre, par délibération n° 161 du 30 octobre 2017 le Conseil Municipal a délégué au Maire de la Commune le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain pour les biens d'une valeur inférieure ou égale à 300 000 €.

Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 janvier 2018, la commune vous a informés, ainsi que les propriétaires, qu'elle souhaitait visiter le bien, que cette demande suspendait le délai du droit de préemption, et que la commune disposerait d'un mois à compter de la date de visite ou du refus de visite opposé par le propriétaire pour exercer son droit.

La visite s'étant déroulée le mercredi 17 janvier 2018, la Commune dispose d'un mois supplémentaire à compter de cette date pour exercer son droit.

Dans ces conditions, je vous informe que j'entends exercer le droit de préemption urbain au nom de la Commune pour le bien cadastré AN 486 au prix demandé dans la déclaration d'intention d'aliéner susvisée, soit 155 000 €.

Le motif de cette préemption repose sur le projet communal de créer une zone d'art et d'artisanat sur le secteur de la Place Martin Bidouré, rue de la République et rue Colbert, afin de redynamiser économiquement ce quartier.

Je vous prie d'agréer, Maîtres, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Horace LANFRANCHI



Hôtel de ville - 83470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

Tél : 04 94 72 93 00 - Fax : 04 94 78 09 40 - Courriel : secretariatgeneral@st-maximin.fr



Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

à

Service Urbanisme

Affaire suivie par Isabelle ZICHI

☎ : 04 94 86 50 10

✉ : 04 94 86 50 11

E-mail : i.zichi@st-maximin.fr

~~Madame Malla DERRADI~~

Monsieur Mohammed KEMECH

26 Route de la Treille

83 590 GONFARON

Saint-Maximin, le 07 février 2018

Objet : DIA vente KEMESH e ~~DERRADI~~ / PODORIEZACK – AN 486

Nos réf. : HDL / JP / IZ – le 31 janvier 2018

Envoi RAR n° 47

Vu les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Vu l'article R.213-8 du Code de l'Urbanisme

Madame, Monsieur,

La déclaration d'intention d'aliéner n° 83 116 17 I0428 adressée par la SCP MOUNIER-LAFONT-THONE pour le bien cadastré AN 486 sis 6 rue République dont vous êtes propriétaires, est parvenue en mairie le 28 novembre 2017.

En application des articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, et pour faire suite à l'approbation du Plan Local d'urbanisme en date du 19 janvier 2016, le Conseil Municipal de la Commune par délibération n° 56 en date du 12/04/2016 a modifié le périmètre de préemption urbain, applicable à la parcelle AN 486 située en zone UA du Plan Local d'Urbanisme.

En outre, par délibération n° 161 du 30 octobre 2017 le Conseil Municipal a délégué au Maire de la Commune le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain pour les biens d'une valeur inférieure ou égale à 300 000 €.

Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 janvier 2018, la commune vous a informés ainsi que l'étude notariale chargée de la vente, qu'elle souhaitait visiter le bien, que cette demande suspendait le délai du droit de préemption, et que la commune disposerait d'un mois à compter de la date de visite ou du refus de visite opposé par le propriétaire pour exercer son droit.

La visite s'étant déroulée le mercredi 17 janvier 2018, la Commune dispose d'un mois supplémentaire à compter de cette date pour exercer son droit.

Dans ces conditions, je vous informe que j'entends exercer le droit de préemption urbain au nom de la Commune pour le bien cadastré AN 486 au prix demandé dans la déclaration d'intention d'aliéner susvisée, soit 155 000 €.

Le motif de cette préemption repose sur le projet communal de créer une zone d'art et d'artisanat sur le secteur de la Place Martin Bidouré, rue de la République et rue Colbert, afin de redynamiser économiquement ce quartier.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Horace LANFRANCHI



Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

à

Monsieur Raphaël PODORIEZACK
29 BOULEVARD DE GAIRARD
83 150 BANDOL

Saint-Maximin, le 07 février 2018

Service Urbanisme

Affaire suivie par Isabelle ZICHI

☎ : 04 94 86 50 10

✉ : 04 94 86 50 11

E-mail : i.zichi@st-maximin.fr

ANNULE ET REMPLACE LE PRÉCÉDENT COURRIER.
Objet : DIA vente KEMESH e ~~DEBRI~~ PODORIEZACK - AN 486

Nos réf. : HDL / JP / IZ - le 31 janvier 2018

Envoi RAR n° 45 / AA - 142.946.5883 5

Vu les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme
Vu l'article R.213-8 du Code de l'Urbanisme

Monsieur,

La déclaration d'intention d'aliéner n° 83 116 17 I0428 adressée par la SCP MOUNIER-LAFONT-THONE pour le bien cadastré AN 486 sis 6 rue République appartenant à Monsieur Mohammed KEMESH ~~Madame Mabil~~ est parvenue en mairie le 28 novembre 2017.

En application des articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, et pour faire suite à l'approbation du Plan Local d'urbanisme en date du 19 janvier 2016, le Conseil Municipal de la Commune par délibération n° 56 en date du 12/04/2016 a modifié le périmètre de préemption urbain, applicable à la parcelle AN 486 classée en zone UA du Plan Local d'Urbanisme.

En outre, par délibération n° 161 du 30 octobre 2017 le Conseil Municipal a délégué au Maire de la Commune le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain pour les biens d'une valeur inférieure ou égale à 300 000 €.

Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 janvier 2018, la commune a informé les propriétaires et l'étude notariale chargée de la vente qu'elle souhaitait visiter le bien, que cette demande suspendait le délai du droit de préemption, et que la commune disposerait d'un mois à compter de la date de visite ou du refus de visite opposé par le propriétaire pour exercer son droit.

La visite s'étant déroulée le mercredi 17 janvier 2018, la Commune dispose d'un mois supplémentaire à compter de cette date pour exercer son droit.

Dans ces conditions, je vous informe en tant qu'acquéreur désigné au cadre G de la déclaration d'intention d'aliéner susvisée, que j'entends exercer le droit de préemption urbain au nom de la Commune pour le bien cadastré AN 486 au prix demandé dans la déclaration d'intention d'aliéner susvisée, soit 155 000 €.

Le motif de cette préemption repose sur le projet communal de créer une zone d'art et d'artisanat sur le secteur de la Place Martin Bidouré, rue de la République et rue Colbert, afin de redynamiser économiquement ce quartier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Horace LANFRANCHI

